

Le budget—M. Smith

Les propositions relatives à la déduction des frais d'intérêt seront réexaminées et n'entreront pas en vigueur avant 1983. Pour quelle raison? Parce que nous voulons encourager l'investissement et ranimer la confiance au Canada. L'avantage imposable correspondant à l'utilisation d'une automobile de l'employeur est ramené de 2.5 à 2 p. 100. Les règles limitant la déduction des frais d'intérêt ne s'appliqueront pas aux engagements pris avant le 12 novembre 1981 à l'égard de prêts aux employés pour l'achat d'actions. Nous avons prévu également des dispositions concernant l'étalement du revenu et les réorganisations de sociétés. Voilà comment le gouvernement réagit. Voilà comment il fait preuve de souplesse. C'est là, à mon avis, un gouvernement digne de confiance.

Il y a également les questions relatives aux investissements étrangers, dont le relâchement du processus sauf pour les acquisitions majeures, de façon à encourager l'investissement dans le pays. En plus de nous attaquer de plein front à l'inflation et de chercher à rétablir la confiance qu'inspire ce pays à l'investisseur éventuel, nous déployons des efforts raisonnables pour créer des emplois et en favoriser la multiplication.

Passons à la page 9 de l'exposé budgétaire. J'invite les députés d'en face à le faire, car je suis sûr qu'ils n'ont pas encore lu le document. Il suffit de bien l'examiner pour se rendre compte de certains de ses bons aspects. Quelque 200 millions de dollars ont été alloués aux programmes d'emploi direct. Pourquoi? Pour la bonne raison que nous voulons stimuler la croissance. Nous procédons cependant avec mesure. Je suis sûr que cela ne suffira pas aux conservateurs progressistes, mais, bien entendu, les conservateurs réactionnaires vont dire que nous dépensons trop d'argent. Il est fort dommage qu'ils ne puissent pas s'entendre entre eux et décider de quel côté ils vont pencher. Au moins, je connais l'orientation des néo-démocrates. Je ne suis pas d'accord avec eux, mais au moins je sais de quel côté ils penchent.

M. Deans: Fichez-nous la paix.

M. Smith: Je ne puis certainement pas en dire autant des députés d'en face.

● (2110)

On va également augmenter de 150 millions de dollars le financement des projets locaux créateurs d'emplois dans le cadre des programmes actuels visant notamment à relancer le bâtiment. Avec les 100 millions et plus déjà affectés à l'emploi et à l'immigration cela donnera plus de 450 millions de dollars pour la création directe d'emplois. Si nous ajoutons à cela les 300 millions affectés aux programmes de développement économique visant à créer des emplois permanents dans le secteur privé en favorisant les investissements, nous avons au total un programme de 750 millions de dollars. A mon avis, le gouvernement fait là un effort vraiment sérieux pour stimuler la création d'emplois.

Puis nous avons le programme dont le ministre chargé du logement nous a parlé. Je ne pense pas devoir répéter ce que j'ai dit. Le budget propose une façon raisonnable, peut-être pas très agréable, mais honnête du moins, de régler nos problèmes immédiats.

Pour ce qui est des conservateurs, ils avaient décidé d'avance que ce budget ne leur plairait pas. C'est sans doute normal dans un système parlementaire où les partis s'affrontent. Néanmoins, je n'aurais aucun mal à répondre aux conservateurs si je savais ce qu'ils veulent, c'est-à-dire s'ils préfèrent la solution préconisée par le député de York-Peel, celle du député de Yellowhead (M. Clark), celle du député de Rosedale (M. Crombie) ou celle du député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald). Personne ne le sait vraiment. Ils disent tantôt blanc tantôt noir.

Pour résumer, il s'agit là d'un budget raisonnable. C'est un budget honnête. Il dit les choses comme elles sont. Que fait-il? Il nous fait comprendre que la route sera longue et difficile, mais que nous en verrons le bout. Si nous parvenons à nous débarrasser de l'inflation, nous nous débarrasserons également du chômage, des taux d'intérêt élevés et de notre déficit. Néanmoins, nous n'y parviendrons pas si nous ne faisons pas tous les efforts voulus. Voilà pourquoi j'estime que le ministre se montre raisonnable en nous présentant un budget raisonnable et honnête. C'est avec plaisir que je l'appuie ainsi que le budget qu'il a présenté hier soir.

L'hon. Jake Epp (Provencher): Monsieur l'Orateur, à propos du budget qui a été présenté hier soir par le ministre des Finances (M. MacEachen), un certain nombre de pensées viennent à l'esprit. Il s'agit de décider laquelle reflète le mieux notre conviction profonde au sujet de l'économie et de la performance du ministre.

Ce qui importe, c'est ce que ressentent aujourd'hui les Canadiens. Ont-ils de l'espoir? Voient-ils croître l'économie? Croient-ils possible d'atteindre les objectifs qu'il se sont fixés en tant que personnes, chefs de famille, chefs d'entreprise, agriculteurs, simples contribuables? Ont-ils l'impression que le pays, que le gouvernement répond davantage à leurs besoins avec le budget qui a été présenté hier soir?

Je dois dire que je suis bien triste ce soir. Je suis triste, car je crois que le Canada est le meilleur pays au monde, mais qu'il n'a pas le gouvernement qu'il mérite.

En 1981, après avoir jeté un coup d'œil sur la société de l'époque, un observateur de la vie canadienne, Goldwin Smith, a dit que s'il devait décrire par une seule formule notre pays, il dirait ceci: «Le Canada est un pays plein de ressources, mais sans politique».

Jamais les Canadiens n'ont sans doute partagé autant cette opinion qu'à l'heure actuelle. Les Canadiens croient que leur pays est plein de ressources, naturelles ou humaines. Jamais ils n'ont autant senti que leur politique nationale n'était pas à la hauteur du potentiel de leur pays.